

EXERCICES D'APPLICATION

Corrigé

1. PRATIQUER LES BASES DE DONNEES

Accéder aux ressources : <http://bibliotheque.sciences-po.fr/fr/rechercher/ressources>



❖ LEGIFRANCE

✓ Trouver la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

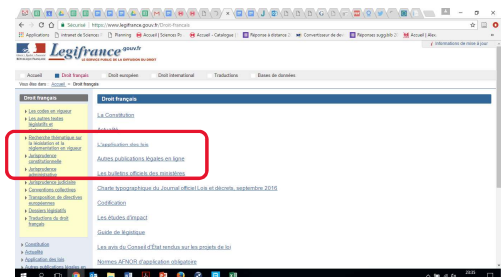
2 possibilités :

1. Soit : Cliquer sur le lien « Rechercher un JO » :

et chercher le numéro paru à la date du 17 janvier 2015, soit le lendemain de la promulgation de la loi.



2. Soit : Dans l'onglet « Droit français », cliquer sur le lien « Autres textes législatifs et réglementaires » qui permet seul d'interroger l'ensemble du JO depuis 1947



et renseigner le masque de recherche de la façon suivante :

Vous êtes dans : Accueil > Recherche simple dans les textes législatifs et réglementaires

Recherche simple dans les textes législatifs et réglementaires

Critères de recherche

Références avant 1990 - Texte intégral depuis 1990

Nature du texte	Loi	Date de signature	Jour	Mois	Année
		16	Janvier	2015	
Número du texte	2015-29	Date de publication	Jour	Mois	Année

NOR : Ex: ECOX9800017L

Rechercher par mots : Expression exacte

☐ Rechercher ces mots parmi les mots clés Ex: Loi Létard
☒ Rechercher ces mots parmi les mots du titre Ex: liberté communication
☐ Rechercher ces mots parmi les mots du texte (depuis 1990) Ex: Conseil supérieur de l'audiovisuel
☐ Rechercher ces mots parmi les visus du texte (depuis 1990) Ex: Loi 2003-775

Rechercher Effacer Aide

✓ **Jurisprudence des hautes juridictions : trouver le texte intégral des décisions suivantes : Cons. Const. 16 janvier 1982 ; Cass., mixte, 22 avril 2005, Chronopost**

Cons. Const. 16 janvier 1982

Cliquer sur [Droit français](#) > [Jurisprudence](#) > [Constitutionnelle](#) et saisir la date du 16/01/1982 dans le masque de recherche. Vous obtenez 1 seul résultat correspondant à 1 décision relevant du « contrôle de constitutionnalité » (pas de décision en contentieux électoral à la date).

Cass., mixte, 22 avril 2005, Chronopost

Cliquer sur [Droit français](#) > [Jurisprudence](#) > [Judiciaire](#).

Pour pouvoir préciser la formation de la Cour de Cassation, aller sur la « Recherche experte de jurisprudence judiciaire »

Informations

- Contenu
- Mise à jour

Recherche connexe

- Recherche experte de jurisprudence judiciaire

Lien connexe



[Le site de la Cour de cassation](#)

et renseigner le masque de recherche de la façon suivante pour trouver les 2 arrêts impliquant Chronopost à la date mentionnée :

Critères de recherche

Décision

Numéro d'affaire Ex: 06-81968

Date de décision Jour Mois Année (1)

☐ Période de (1) à (2) Jour Mois Année (2)

Étendue de la recherche

Cour de cassation

- ☐ Décisions de la Cour de cassation
- ☐ Décisions publiées au bulletin
- ☐ Décisions non publiées au bulletin

Nature de la décision Ex: 219

Numéro au bulletin Ex: 219

Formation Ex: 2014

Décision attaquée Ex: 2014

Lieu de la décision attaquée

Date de la décision attaquée Jour Mois Année

Juridictions d'appel

- ☐ Arrêts des Cours d'appel

Siège de la cour

Juridictions du premier degré

- ☐ Décisions des juridictions du premier degré

Type de juridiction

Siège de la juridiction

Recherche textuelle

Recherche 1

Chercher dans Expression exacte

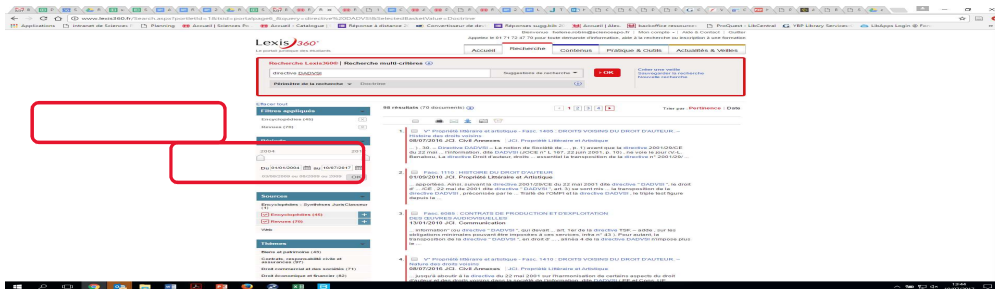
Associer une autre expression Exclure une expression

❖ LEXIS 360

✓ **Doctrine : trouver des commentaires de la Directive européenne n° 2001/29/CE du 22 mai 2001 (DADVSI)**

Il s'agit de trouver des commentaires et non la directive : il faut donc ouvrir l'onglet « Bibliographies » du Jurisclasser et renseigner le masque de recherche de la façon suivante :

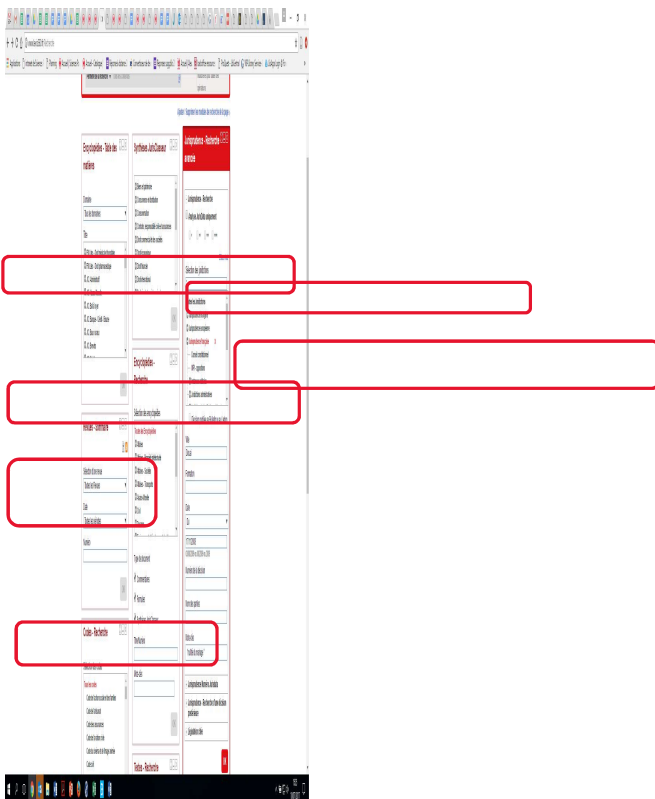
Lexis 360



✓ **Jurisprudence : trouver le texte de la décision CA Douai, 17 novembre 2008 (nullité du mariage)**

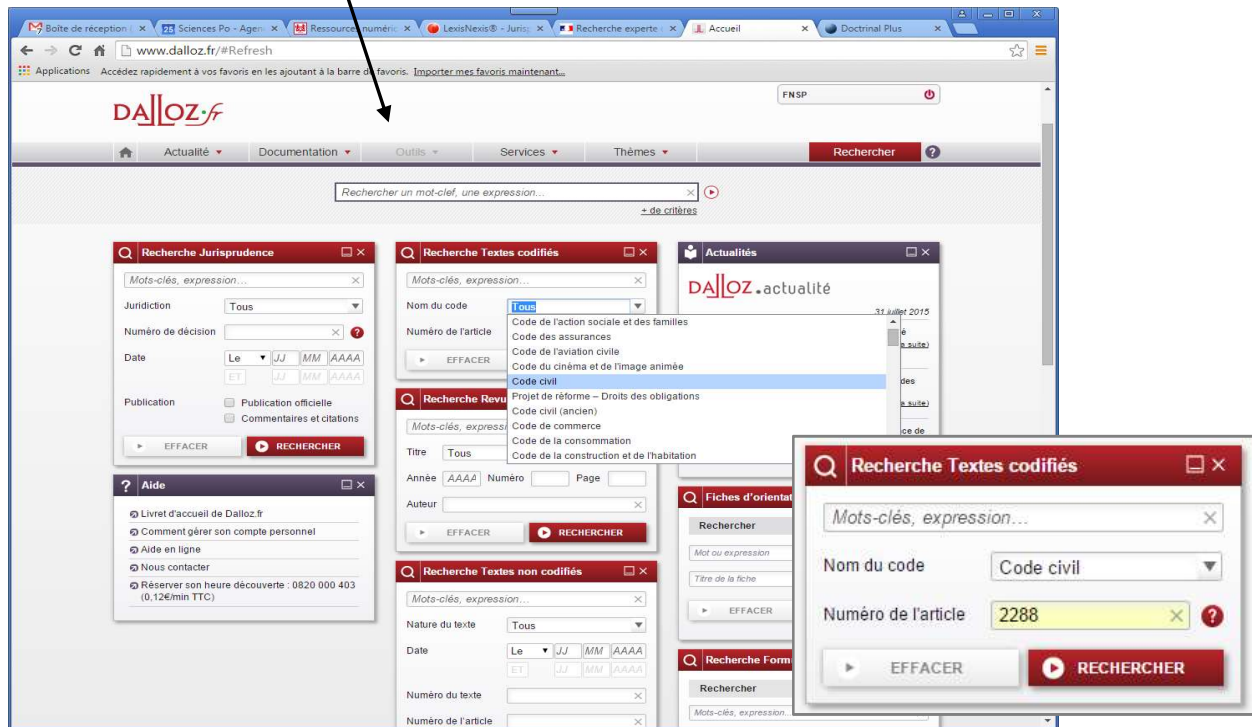
Ouvrir l'onglet « Jurisprudence » et renseigner le masque de recherche de la façon suivante :

Lexis 360



✓ Législation consolidée : Code Civil Art. 2288

Dans la partie « Rechercher Textes codifiés », déployer l'arborescence des Codes et sélectionner le Code civil :



Ouvrir l'article et cliquer sur **Jurisprudence** pour bénéficier des commentaires de la législation ou des références de jurisprudence attenantes (seule valeur ajoutée des codes commerciaux par rapport aux codes officiels disponibles sur Légifrance)



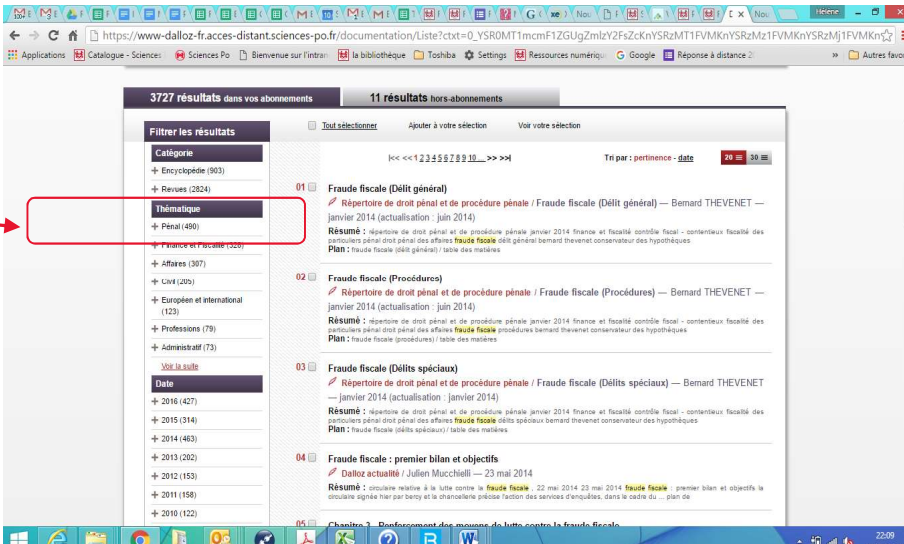
✓ **Doctrine : établir une bibliographie récente sur la lutte contre la fraude fiscale (depuis 2013)**

Cliquer sur le lien « + de critères » disponible sous le masque de recherche « à la Google » de la page d'accueil :



Renseigner par exemple le masque de recherche de la façon suivante :

Utiliser les facettes pour filtrer ces derniers en fonction de la date de publication ou de la source notamment :





❖ EUR-LEX

✓ Rechercher la Directive 2004/35/CE et trouver la transposition en droit français (références et dates données sur EUR Lex)

1. Choisir la recherche par numéro de document et renseigner le masque de recherche

2. Ouvrir la notice bibliographique de la Directive et cliquer sur Transposition nationale pour voir les « MNE » (mesures nationales d'exécution/transposition) :

3. Choisir le pays pour lequel vous souhaitez vérifier la transposition, en l'occurrence, la France :

☐ Espagne	30/04/2007	1
☒ France	30/04/2007	2
LOI no 2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (1) Journal officiel: <i>Journal Officiel de la République Française (JORF)</i>; Date de publication: 2008-08-02 Décret no 2009-468 du 23 avril 2009 relatif à la prévention et à la réparation de certains dommages causés à l'environnement Journal officiel: <i>Journal Officiel de la République Française (JORF)</i>; Date de publication: 2009-04-26		
☐ Croatie	01/07/2013	4
☐ Italie	30/04/2007	3

DOCTRINALPLUS

❖ DOCTRINAL PLUS

✓ Établir la liste d'articles citant : CE, requête n° 308874

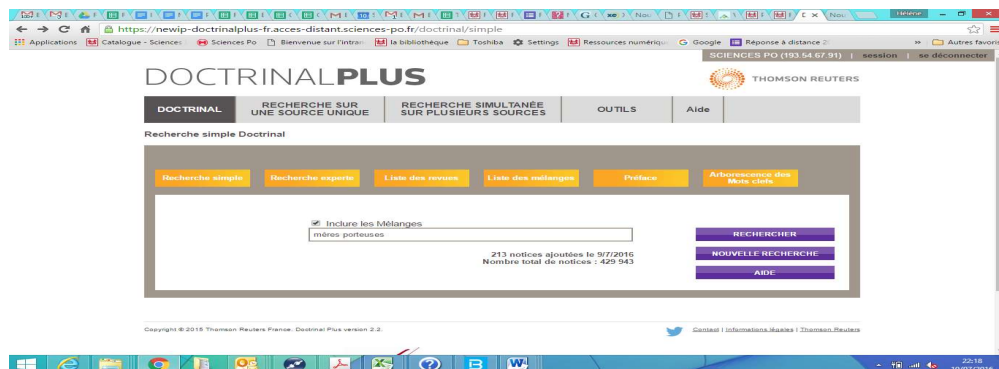
En page d'accueil, sélectionner la « Recherche sur une source unique », puis cliquer sur la **jurisprudence administrative** :

Renseigner le masque de recherche de la façon suivante :

Et cliquer sur le lien **Citation Clé** pour obtenir la liste des 6 articles de doctrine citant ou commentant cette décision :

✓ Autour de quels points principaux s'articule le débat sur les mères porteuses dans la doctrine française?

Utiliser simplement le masque de recherche rapide du Doctrinal et saisir le mot clé « mères porteuses » :



Les notices du Doctrinal sont notamment constituées d'une série de mots-clés qui permettent d'identifier les points de droit abordés. Pour les articles ayant précisément pour thème la gestation pour autrui, les mots-clés récurrents sont : état civil, acte de naissance, transcription acte de naissance... en droit français, l'un des points problématiques semble donc être la reconnaissance de la filiation.

Exemple :

NOTICE

(1)

N° de Notice: G05 410343

Mise à jour de: Mois en cours

TITRE

Gestation pour autrui : transcription des actes de naissance étrangers

AUTEUR(S)

Gallmeister, Inès

REVUE

Recueil Dalloz Sirey

Voir le document

PUBLIÉ LE

09/07/2015

NUMÉRO

25, page(s) 1438-1438

COMMENTAIRES

Http://www.dalloz.fr/documentation/Document?id=seqHook-RECUEIL/JURIS/2015/1095

MOTS CLEFS

Droit de la famille
Filiation, Établissement, possession d'état, gestation pour autrui, acte de naissance étranger, État civil, transcription, registre français, mère porteuse, ordre public, intérêt supérieur de l'enfant

RÉFÉRENCES

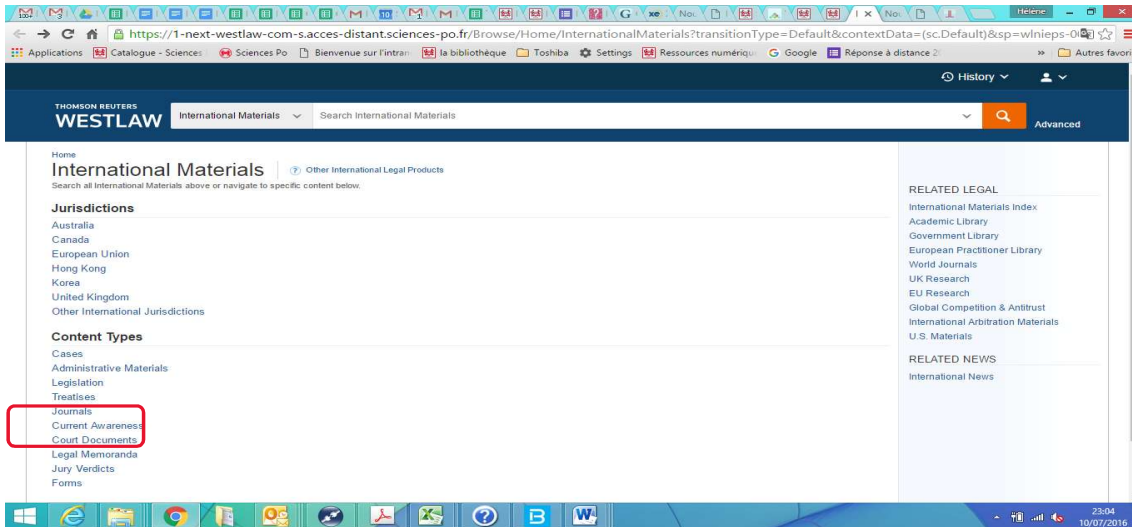
Cour de cassation, Assemblée plénière, 3 juillet 2015, pourvoi numéro 14-21.323



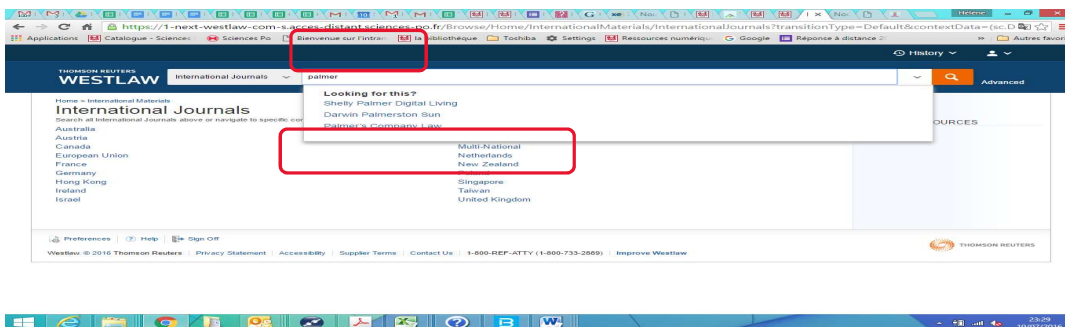
❖ WESTLAW

✓ **Palmer's Company Law: rechercher la notice « dismissal of a director by the board »**

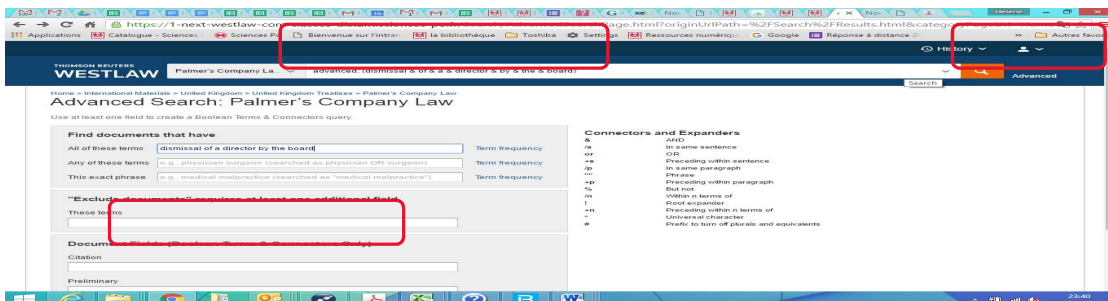
1. Par défaut, accès à « International materials ». Sélectionner « Journals »

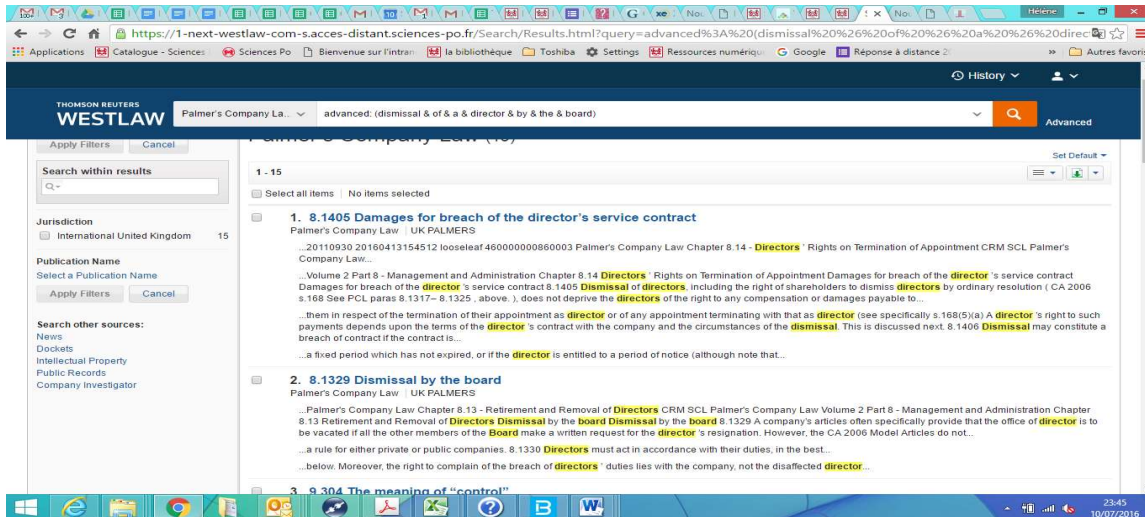


2. Saisir « Palmer », choisir « Palmer's Company Law » dans la liste.



3. En recherche avancée, saisir le titre de la notice, l'opérateur booléen AND s'ajoute par défaut entre les mots.



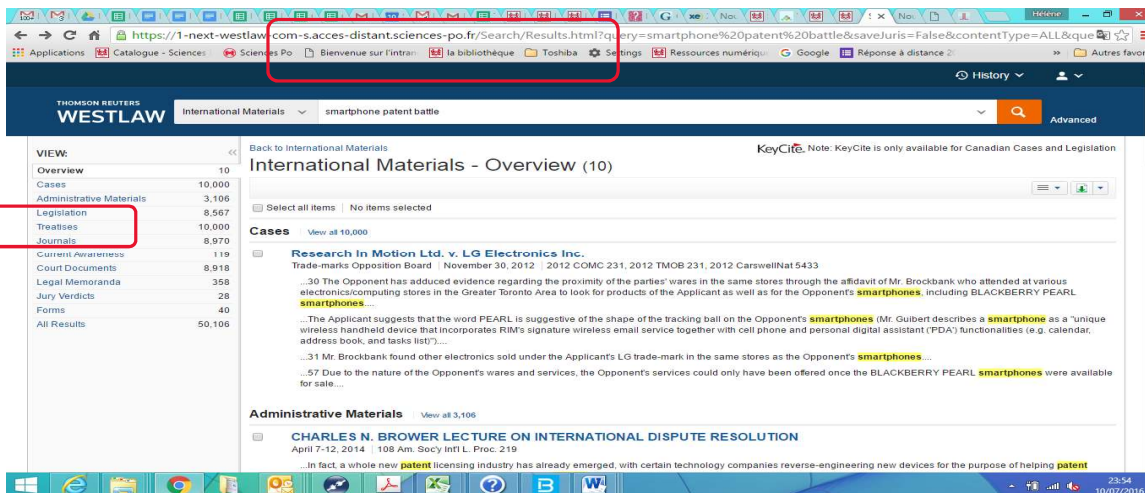


✓ Faire une recherche dans la doctrine anglo-saxonne sur les conflits juridiques liés aux brevets des smartphones

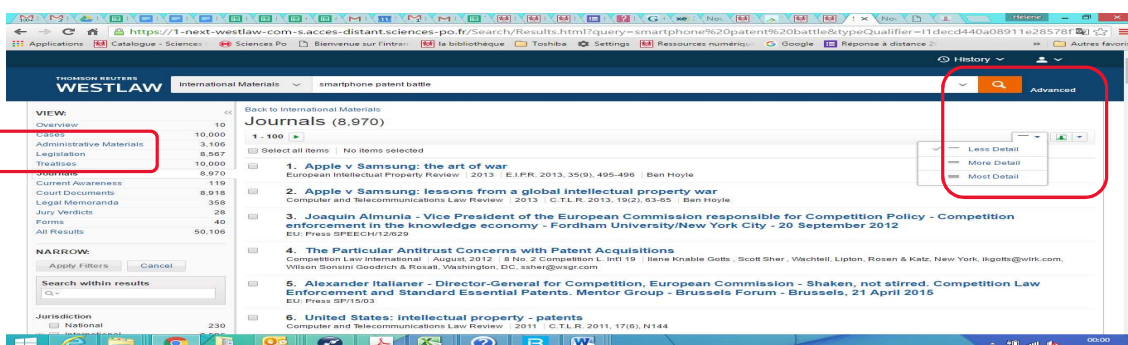
1. Saisir les mots-clés dans le pavé de recherche.

Ici : *smartphone patent battle*

Nb : Pour vous aider à traduire les termes et le champ de votre requête, penser aux dictionnaires en ligne dont l'accès vous est offert via les ressources numériques de la bibliothèque, ou encore aux dictionnaires juridiques français-anglais disponibles dans les collections imprimées de la bibliothèque (Dahl's law dictionnary notamment)



2. Choisir « Journals ». Les résultats peuvent être affinés via le menu de gauche. Par défaut ils sont présentés avec du détail, mais l'affichage peut être modifié pour être plus succinct.



2. TROUVER DES ARTICLES EN TEXTE INTEGRAL

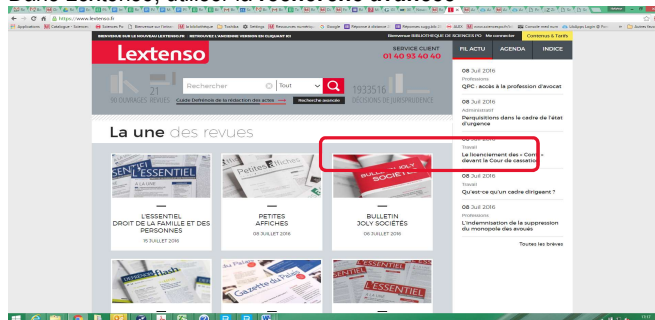
▮ Toujours commencer par chercher le titre de la revue dans le portail des **Revues en ligne** (<http://gl5sm8uv5q.search.serialssolutions.com/>), disponible en page d'accueil du site de la bibliothèque.



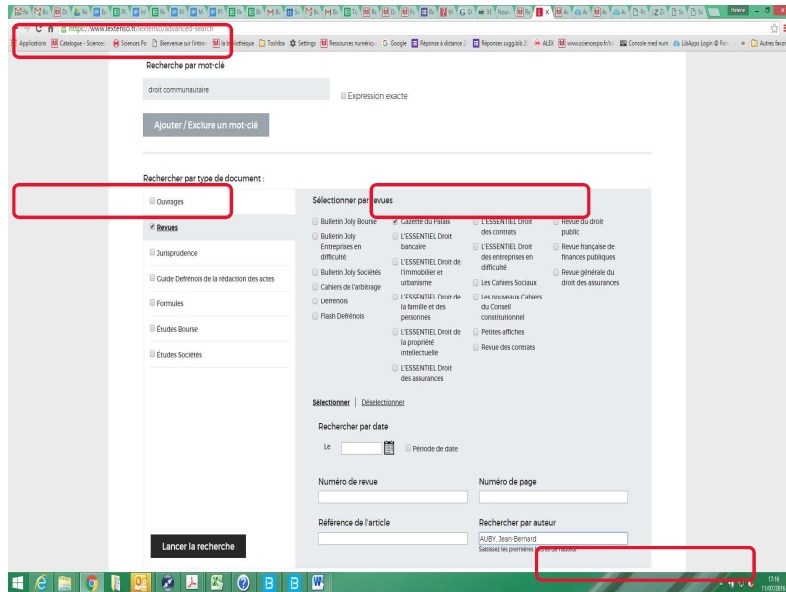
Ce portail vous renvoie vers la ressource hébergeant le périodique en texte intégral pour lequel vous avez lancé une recherche. Il n'est ainsi pas nécessaire de connaître par exemple la liste des périodiques édités par Lextenso ou disponibles sur Lexis 360. Cet exercice serait d'ailleurs vain lorsque Sciences Po offre l'accès à plus de 32 000 revues en texte intégral ! Toutefois, les titres présents dans Westlaw ne sont pas disponibles dans ce module (suite à la décision de l'éditeur).

▮ **AUBY, Jean-Bernard. - Le droit communautaire et les catégories du droit public français. - Gaz. Pal. (= Gazette du Palais) 2009, 12 fév., p.35**

Dans Lextenso, utiliser la **recherche avancée**



et renseigner le masque de recherche de la façon suivante et en choisissant l'onglet « Revues » :



▮ JAMIN, Christophe. - L'acte d'avocat. - D. (=Recueil Dalloz) 2011, p.960

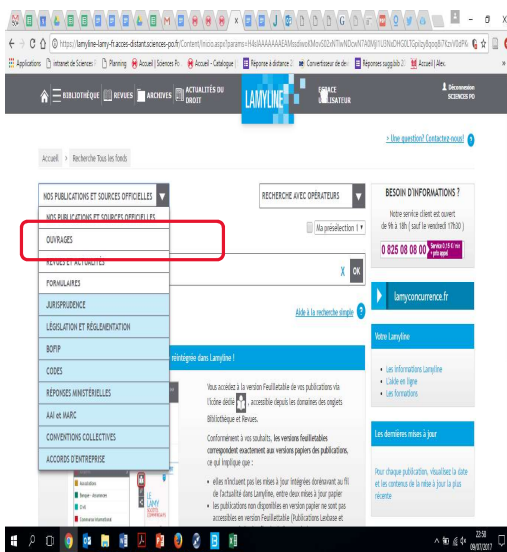
Etant donné que le n° de parution n'est pas connu, il est nécessaire d'effectuer une recherche avancée en cliquant sur le lien « + de critères » disponible sous le masque de recherche « à la Google » de la page d'accueil :



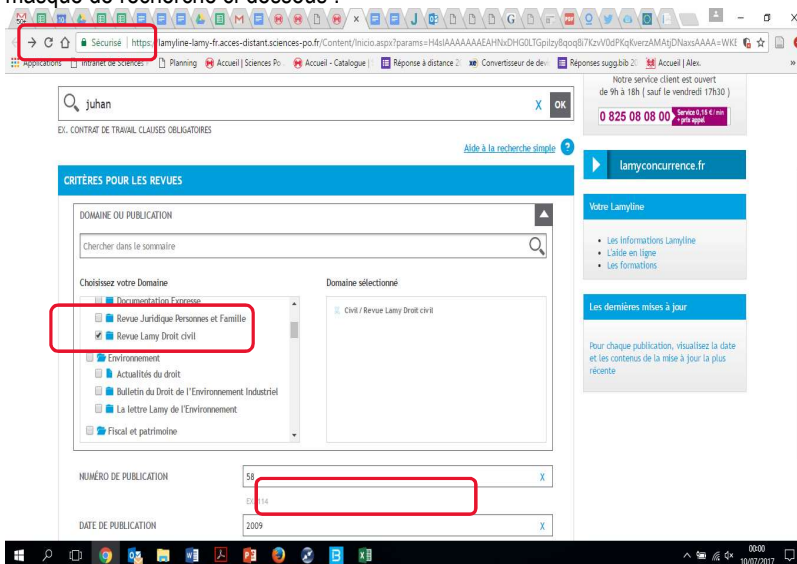
Renseigner le masque de recherche de la façon suivante :

▮ JUHAN, Jean-Luc. - Le contrat bouleversé par la crise : vers un droit à la renégociation ? – RLDC (=Revue Lamy Droit Civil) 2009, n°58 Supplément => Maintenant

Dans « Nos publications et sources officielles », choisir « Revues et actualités ».



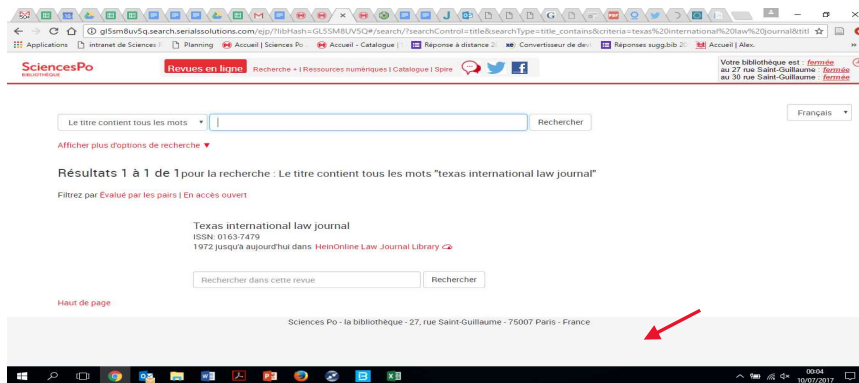
Sélectionner ensuite la RLDC, en ajoutant la date et le numéro, ainsi que Juhan dans le pavé de recherche, tel que dans le masque de recherche ci-dessous :



■ MUIR WATT, Horatia. - Experiences from Europe: legal diversity and the internal market. - *Texas International Law Journal*, (2004, Spring) vol.39, p.429

L'année 2004 de cette revue est disponible dans deux ressources, à savoir **Heinonline** et **Westlaw**. [Nb : Le corrigé propose une solution avec Heinonline. Voir le corrigé de l'article de TUOMINEN, Nicoleta pour un exemple dans Westlaw].

En activant le lien Heinonline depuis « Revues en ligne », la base Heinonline s'ouvre directement sur le périodique **Texas International Law Journal**.



Pour obtenir le texte intégral de l'article, déployer l'arborescence du volume 39 :

Law Journal Library - MyHein - What's New - Help - Account

HEINONLINE

Full Text Citation Catalog Case Law

Search Law Journal Library

Advanced Search | Search Help

Collections > Law Journal Library > Texas International Law Journal

Texas International Law Journal

Vols. 1-50#1 (1965-2015) Title Varies: Vols. 1-6 (1965-1971) as Texas International Law Forum
University of Texas School of Law

Search this title

Create eTOC Alert

RSS

50 #1 (2015)
49 (2014)
48 (2012-2013)
47 (2011-2012)
46 (2010-2011)
45 (2009-2010)
44 (2008-2009)
43 (2007-2008)
42 (2006-2007)
41 (2006)
40 (2004-2005)
39 (2004)
38 (2003)
37 (2002)
36 (2001)
35 (2000)

Collections > Law Journal Library > Texas International Law Journal > 39 Tex. Int'l L.J. (2003-2004)

Table of Contents

Title Page
Page [i]

Table of Contents - Issue 1
Page [iii]

Table of Contents - Issue 2
Page [vii]

Table of Contents - Issue 3
Page [xi]

Table of Contents - Issue 4
Page [xv]

Issue 1 - Fall 2003
Page 1

Free Association: The United States Experience
Keltner, Chimene; Reisman, W. Michael
Page 1

United Nations Commission on International Trade Law's
Transport Law Project: An Interim View of a Work in Progress,
The
Sturley, Michael F.
Page 65

Rethinking Tax-Based Export Incentives: Converting Repeated
Defeats before the WTO into Positive Tax Policy
Sheppard, Hale E.
Page 111

Delimiting Implications for Individual Rights in the Basque
Country Today
Comment

Experiences from Europe: Legal Diversity and the Internal
Market Symposium: Globalization and the Judiciary: Key
Issues of Economic Law, Business Law, and Human Rights
Law
Watt, Horatia Muir
Page 429

Soma, John T.; Rynerson, Stephen D.; Beall-Eder, Britney D.
Page 171

Corruption as a Pan-Cultural Phenomenon: An Empirical Study

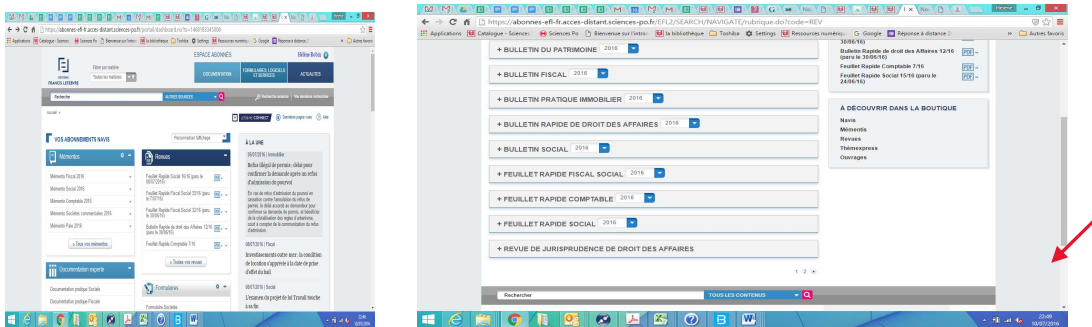
TEXAS INTERNATIONAL LAW JOURNAL

VOLUME 39

2003-2004

SENILHES, Sophie de ; ROUX, Olivier. - Distribution sélective et commerce électronique : une évolution inachevée. - RJDA (=Revue de jurisprudence de droit des affaires), 01/05/2010, 5, p447.

1. Sélectionner le bloc « Revues » à l'ouverture du site Francis Lefebvre (page d'accueil /abonnés) et cliquer sur « Toutes vos revues » puis « Revue de Jurisprudence droit des affaires »



2. Sélectionner l'année 2010, puis, sur la page de résultats, cliquer sur le mois de mai et choisir '+ Etudes et doctrines'

REVUE DE JURISPRUDENCE DE DROIT DES AFFAIRES 2010

- Janvier
- » L'essentiel de l'actualité
- + Etudes et Doctrine
- + Décisions du mois
- + Février
- + Mars
- + Avril
- Mai
- » L'essentiel de l'actualité
- + Etudes et Doctrine
- + CHRONIQUE
- + CHRONIQUE
- + Décisions du mois
- + Juin
- + Juillet
- + Août / Septembre
- + Octobre
- + Novembre
- + Décembre

Etudes et doctrine

CHRONIQUE

Distribution sélective et commerce électronique : une évolution inachevée. Sophie de SENILHES et Olivier ROUX, Avocats, Cabinet PMR Avocats

1. La commercialisation sur internet de produits ou services faisant l'objet d'accords de distribution sélective a suscité, depuis de nombreuses années, des contentieux importants, auprès des autorités spécialisées dans l'application des règles de concurrence ou des juridictions judiciaires de droit commun.

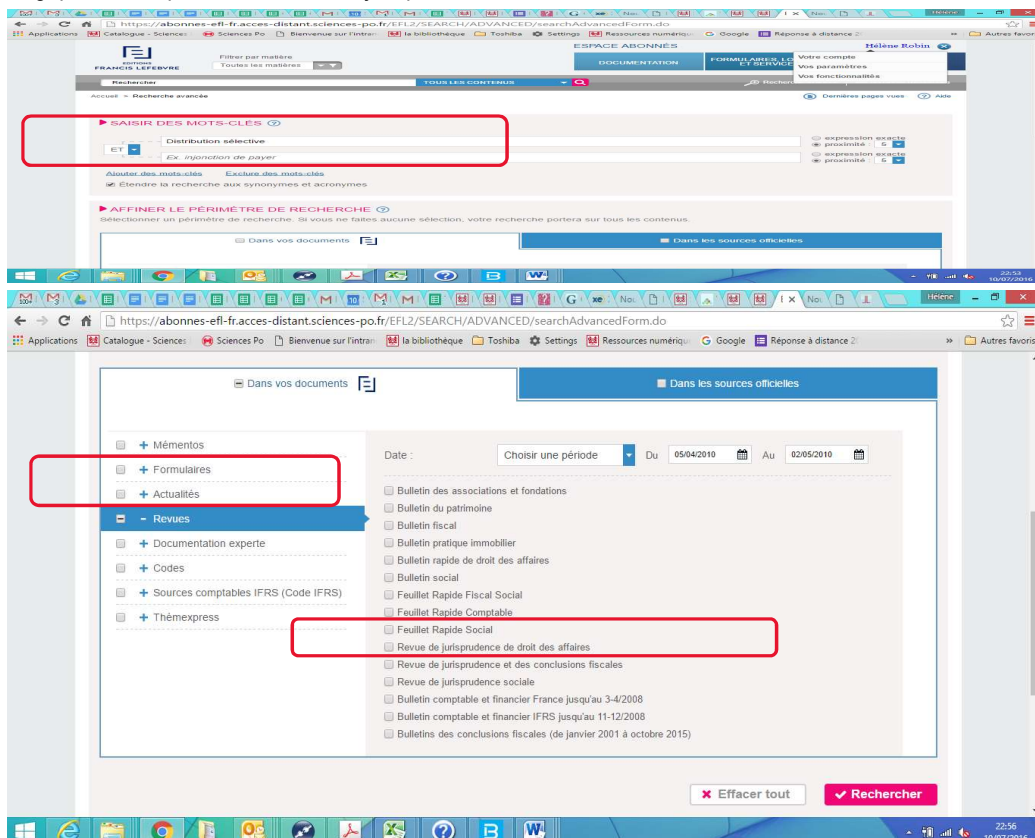
En effet, le développement du commerce électronique peut représenter un danger pour les réseaux de distribution étanches en créant davantage de transparence et de coûts réduits, éventuellement à l'étranger, les offres les plus attractives ⁽¹⁾. Les ventes en ligne constituent aujourd'hui clairement un moyen de pression sur les distributeurs.

Face à la virtualisation de l'économie mondiale et à la demande spontanée des consommateurs, de plus en plus nombreux à faire leurs achats sur internet et soucieux ⁽²⁾ à des prix avantageux ⁽³⁾, les promoteurs de réseaux de distribution sélective opposent aux cybermarchands la liberté de choix de leur système de distribution, la présentation éventuellement dévalorisante, les services spécifiques liés à la commercialisation de leurs produits et le parasitisme commercial que représente pour eux les efforts consentis par le fabricant pour promouvoir son réseau sans pour autant être soumis aux contraintes des distributeurs agréés.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne entreprend la révision des règles applicables aux restrictions verticales ⁽⁴⁾, l'actuel règlement d'exemption par 31 mai 2010. La commercialisation en ligne est l'un des sujets essentiels de cette révision, que la Commission n'aborde malheureusement pas, sur le plan formel, dans son projet de lignes directrices, qui n'engageront que l'autorité communautaire, à l'exclusion de toute autre autorité de concurrence ou juridiction.

La Commission a reconnu les avantages de la distribution en ligne dès l'adoption des lignes directrices en 2000 et les nouvelles règles reprennent, pour l'essentiel, la formulation comme un texte d'adaptation. Seules les lignes directrices sont plus novatrices et plus précises sur le commerce en ligne.

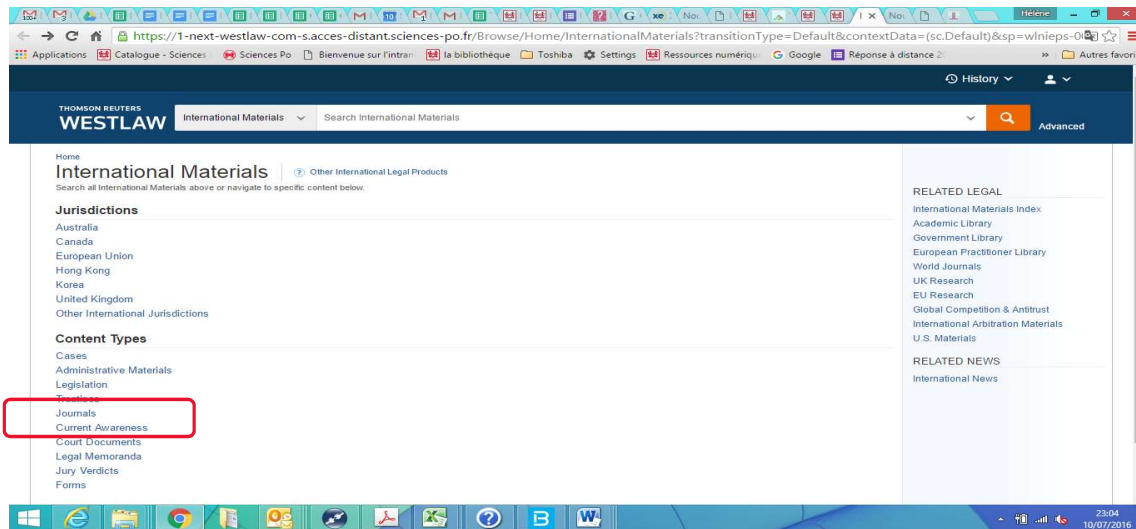
3. On peut également effectuer la recherche via le module de « recherche avancée ». Penser à limiter la recherche chronologiquement et préciser la revue de jurisprudence concernée.



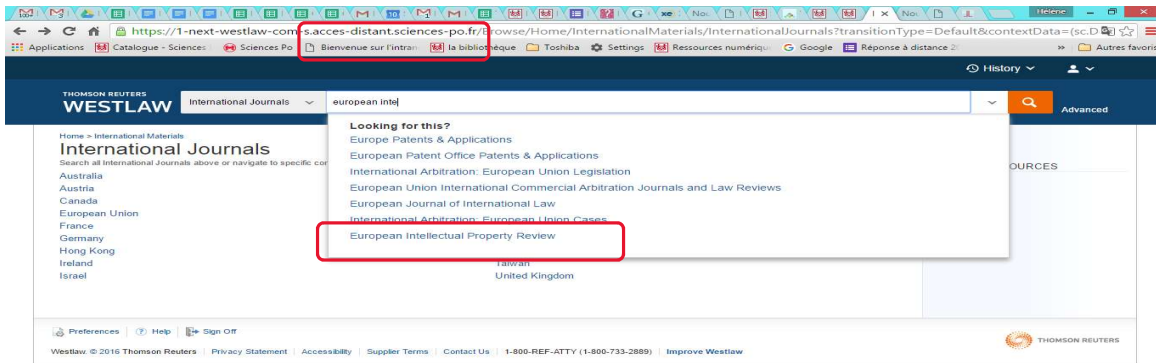
■ **TUOMINEN, Nicoleta. - An IP perspective on defensive patenting strategies of the EU pharmaceutical industry. - *European Intellectual Property Review*, (2012) vol.34:8, p.541**

1. Par défaut, connexion sur « International Materials ».

Dans « Content types », sélectionner « Journals » et indiquer le titre de la revue dans le masque « International Materials »

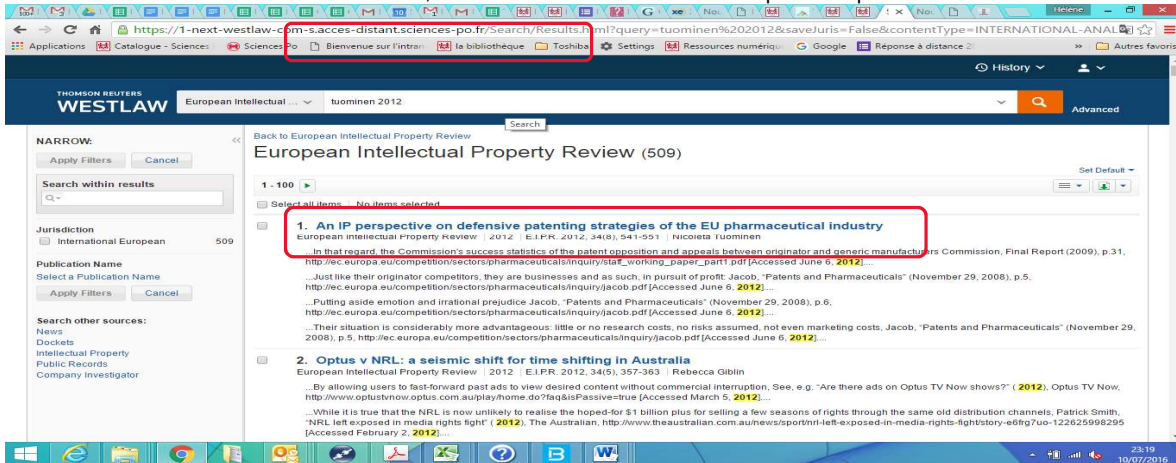


2. On peut ensuite, choisir « European Union » et accéder aux titres européens, ou de façon plus simple, dans le pavé de recherche, saisir le titre (qui vous sera proposé en auto-complétion)



Par défaut, les 10 résultats les plus récents s'affichent.

Effectuer une recherche à l'intérieur du titre, avec le nom de l'auteur et la date par exemple.



Il est possible aussi d'utiliser la recherche avancée.

■ **VIVANT, Michel. - Droit d'auteur et théorie de l'accessoire : et si l'accessoire révélait l'essentiel ? - JCP (=Semaine juridique édition générale) 2011, p.814**

Lexis 360

